

ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE

G/SCM/N/30/CAN

23 septembre 1997

(97-3820)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

RAPPORTS SEMESTRIELS PRESENTES AU TITRE
DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

CANADA

On trouvera ci-joint le rapport semestriel présenté par le Canada pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1997.

Signataire de l'Accord présentant le rapport: CANADA

RAPPORT SEMESTRIEL SUR LES DECISIONS PRISES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS

pour la période du 1er janvier au 30 juin 1997

Pays ou territoire douanier	Produit	Ouverture de l'enquête	Mesures provisoires ³	MESURES FINALES		ABSENCE DE MESURES FINALES				Volume des échanges ⁵	Importations bénéficiant d'une subvention en % de la consommation intérieure
				Droit définitif ⁴	Engagement	Absence de subvention	Absence de dommage	Retrait du recours	Autres		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Italie	Pâtes alimentaires	30.08.95	31.01.97 33 litres/kg				02.06.97			15,1 millions de kg (1995)	12,4%

NOTES RELATIVES AU RAPPORT SEMESTRIEL PRESENTE PAR
LE CANADA AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

du 1er janvier au 30 juin 1997

1. L'abréviation R(1) est utilisée lorsqu'une enquête est ouverte dans le cadre du réexamen du montant de la subvention correspondant à une mesure compensatoire en vigueur. Lorsqu'une enquête sur le montant de la subvention est conduite dans le cadre du réexamen d'une mesure compensatoire en vigueur, la date de clôture du réexamen figure dans la colonne 5. Lorsque la procédure de réexamen est engagée pour permettre aux autorités canadiennes de déterminer le montant courant de la subvention accordée pour le produit importé, ce montant est exprimé en pourcentage ou en valeur absolue.

2. L'abréviation R(2) est utilisée lorsqu'une enquête est ouverte dans le cadre du réexamen des constatations de l'existence d'un dommage ayant débouché sur une mesure compensatoire en vigueur, en vue de déterminer si cette mesure doit être maintenue.

3. Les mesures provisoires s'appliquent à compter de la date de la détermination préliminaire de l'existence d'une subvention jusqu'à la date de la constatation du Tribunal canadien du commerce extérieur concernant le dommage causé aux producteurs canadiens (120 jours au maximum à compter de la publication de l'avis annonçant la détermination préliminaire).*** Le montant estimé de la subvention est normalement exprimé en valeur unitaire.

***Note relative à l'enquête sur les pâtes alimentaires. La constatation initiale de l'absence de dommage du 13 mai 1996, relative au dumping dont les pâtes alimentaires en provenance d'Italie font l'objet, a été portée en appel devant la Cour d'appel fédérale canadienne. La Cour fédérale a rejeté la constatation de l'absence de dommage et a renvoyé l'affaire devant le Tribunal canadien du commerce extérieur pour une nouvelle audience. Le Tribunal a repris l'enquête sur le dommage le 31 janvier 1997 conformément à la Loi canadienne et les mesures provisoires ont été rétablies. Le 2 juin 1997, le Tribunal a de nouveau fait la constatation que le dumping dont font l'objet les pâtes alimentaires n'avait pas causé de dommage important à la branche de production nationale et ne menaçait pas d'en causer.

4. Il s'agit soit de la date de la constatation positive de l'existence d'un dommage (dans le cas d'une enquête), soit de la date de clôture de l'examen du montant de la subvention (dans les cas où le Tribunal a fait une détermination de l'existence d'un dommage).

5. Le volume des échanges est fondé, sauf indication contraire, sur les données statistiques relatives à la dernière période de 12 mois antérieure à l'ouverture de l'enquête pour laquelle des renseignements sont disponibles.

Confidentiel (CL): Renseignements communiqués aux autorités à titre confidentiel ou renseignements confidentiels susceptibles d'être divulgués par suite des opérations de calcul.

MESURES COMPENSATOIRES EN VIGUEUR

au 30 juin 1997

Pays ou territoire douanier	Produit	Date de la constatation
Danemark	Jambon en boîte	07.08.84 (16.03.90) (21.03.95)
Union européenne	Pains de viande, à base de porc, en boîte	07.08.84 (16.03.90) (21.03.95)
	Sucre raffiné	06.11.95
Inde	Stèles	20.07.94
Pays-Bas	Jambon en boîte	07.08.84 (16.03.90) (21.03.95)

Note: Une date ultérieure est indiquée entre parenthèses quand la constatation de l'existence d'un dommage a été confirmée à l'occasion d'un nouvel examen.

ABROGATION DE MESURES COMPENSATOIRES

du 1er janvier au 30 juin 1997

Pays ou territoire douanier	Produit	Date d'abrogation
NEANT		